



## Organisation des Nations Unies

### CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 19 Août 2015

**Félix Prosper Basse** : Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, fidèles Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à la conférence hebdomadaire des Nations Unies que nous animons aujourd'hui à partir de Kinshasa avec Florence Marchal, coordonnatrice du Groupe de communication des NU(UNCG), Représentant les piliers Développement et Humanitaires, et à partir de Goma avec le Major Jean Marie Goncalves porte-parole militaire par intérim qui sera accompagné du Général Jean Baillaud, Commandant en second de la Force de la MONUSCO qui répondra aux questions d'ordre militaire.

Aujourd'hui nous avons avec nous un invité spécial que nous avons l'honneur et le privilège de vous présenter, il s'agit de **Mr Mamadou Pethe Diallo** de la Guinée, le Représentant spécial adjoint à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui est aussi Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire des Nations Unies, et Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

M. Diallo a été nommé le 11 Mai 2015 par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, et succède à M. Moustapha Soumaré du Mali, qui a achevé son mandat au mois de mars, et a pris fonctions le 12 Juillet et arrivé dans la Mission le 06 Août 2015.

Avant sa nomination, M. Mamadou Diallo a assumé les fonctions de Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

Jusqu'en 2012, M. Diallo était Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire des Nations Unies, et Représentant résident du PNUD à Asmara en Érythrée. Il a été Représentant du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Mali de 2005 à 2009 et en Sierra Leone de 2001 à 2005.

Il apporte à ses nouvelles fonctions de nombreuses années d'expérience au sein du système des Nations Unies dont plus de deux décennies à des postes de plus en plus élevés de responsabilité et de direction, dans les opérations de développement et humanitaires aux niveaux national, régional et international.

Une fiche biographique vous sera remise à la fin de cette conférence de presse.

**Au sommaire de ce rendez hebdomadaire de tous les mercredis, nous vous parlerons des**

- Activités des Composantes de la MONUSCO, mais nous évoquerons aussi les
- Activités menées par les agences et programmes des NU au cours de la semaine écoulée (l'Equipe-Pays) et enfin nous vous ferons le point de la
- Situation sécuritaire dans les différentes provinces de la RDC.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org)- tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

### Activités des Composantes de la MONUSCO

#### **Police MONUSCO**

Les sessions de recyclage organisées par la Police MONUSCO au profit des Agents de la Police Nationale Congolaise se poursuivent à Bukavu, Goma et Bunia. Les enseignements qui portent entre autres sur le Maintien et le Rétablissement de l'Ordre Public, Gestes et Techniques Professionnels d'Intervention et Droits de l'Homme, sont dispensés dans le strict respect des droits humains et des normes internationales et visent à une meilleure sécurisation du processus électoral.

Une délégation de la Police Egyptienne a visité la MONUSCO du 12 au 17 Août 2015 dans le cadre d'une mission de reconnaissance pré-déploiement d'une Unité de Police Constituée de ce pays dans la Mission. Après Kinshasa où elle a visité des sites pouvant abriter le contingent, ladite délégation s'est rendue à Goma pour des visites similaires et des entretiens avec le Chef de la Composante Police MONUSCO par Intérim, et des Responsables de « Mission Support ».

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle Intégrée de Lutte contre l'Insécurité à BENI/OICHA ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation. Au total, soixante-sept (67) appels ont été reçus sur les numéros verts pour quinze (15) interventions qui ont donné lieu à douze (12) arrestations pour diverses infractions de droit commun.

#### **Protection de l'Enfant**

Au cours de la semaine écoulée, 45 enfants dont six filles ont été victimes de violences liées au conflit en Province Orientale, au Nord et au Sud-Kivu. Trente-huit enfants ont été séparés des groupes armés, six filles ont été violées par les parties au conflit et un garçon de 12 ans a été blessé par des éléments armés non identifiés.

Le Groupe de travail technique du Sud-Kivu sur les enfants et les conflits armés salue la nomination d'un officier de la PNC travaillant dans l'unité spéciale chargée de la protection des enfants et la prévention de la violence sexuelle. Cette nomination facilitera la lutte contre l'impunité des auteurs de violations contre les enfants sans oublier la coopération entre la Section de Protection de l'Enfant de la MONUSCO et la PNC dans la province. La Section Protection de l'Enfant encourage le gouvernement à continuer dans la poursuite des auteurs de toutes les violations graves des droits de l'enfant.

#### **Projet à Impact Rapide**

Le samedi 15 août dernier, les Casques bleus du Contingent népalais de la MONUSCO ont inauguré le centre de formation pour la paix et le développement de la ville de Beni.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Ce centre a été réhabilité dans le cadre des activités des Casques bleus en faveur des populations civiles, pour un montant d'environ 10 milles dollars américains. L'objectif de cette réhabilitation est de permettre l'encadrement des enfants de la rue, leur démobilisation, la prise en charge pendant les vacances.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du Maire de la ville de Beni, Nyonyi Bwanakawa, du Commandant du contingent des Casques bleus Népalais de Beni, Mani Kumar et du Chef du Bureau de la MONUSCO à Beni, Jacob Mogeni.

Au cours de cette cérémonie, le Chef du Bureau de la MONUSCO à Beni a rappelé le rôle de la mission des Nations Unies en RDC, qui est le rétablissement de la paix et la stabilité. Jacob Mogeni a également insisté sur le rôle que doit jouer la population locale pour aider à la restauration de la paix.

Le Maire de la ville de Beni a remercié la MONUSCO pour le financement de ce projet. Nyonyi Bwanakawa a émis le vœu de voir ce centre de formation être un modèle de formation et d'occupation des jeunes désœuvrés à Beni.

Selon le Commandant du contingent des Casques bleus Népalais de Beni, 270 personnes bénéficient actuellement d'une formation en Anglais, Informatique et coupe-couture dans ce centre.

Rappelons que le centre de formation pour la paix et le développement de la ville de Beni a été construit en 2000, par les Casques bleus indiens de la MONUSCO.

### Activités de l'Equipe-pays

#### OCHA

#### **Journée mondiale de l'aide humanitaire**

*Intervention de Mamadou Diallo, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général / Coordonnateur résident des Nations Unies / Coordonnateur humanitaire en RDC, qui a pris ses fonctions en tant que **Coordonnateur Humanitaire** pour la RDC quelques jours avant la Journée mondiale de l'aide humanitaire que le monde entier célèbre ce 19 août.*

- La journée mondiale de l'aide humanitaire a été instaurée suite à l'attentat qui a frappé le siège des Nations Unies en Irak en 2003 durant lequel 22 personnes au service des Nations Unies et de l'humanité ont perdu leur vie. Ainsi chaque année nous célébrons tous ceux, hommes et femmes, qui ont laissé leurs vies en essayant d'aider leur prochain.
- Cette journée revêt un caractère particulier en RDC car le pays est miné par une crise humanitaire aiguë qui n'a que trop duré. Les provinces de l'Est sont affectées par une situation sécuritaire qui pousse des milliers de personnes à fuir ; les enfants délaissent les bancs d'école ; les familles peinent à poursuivre leurs activités économiques. Des milliers de communautés ont perdu leur dignité.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

- Cette journée a pour objectif en RDC de rendre hommage aux acteurs humanitaires, internationaux et congolais, notamment à ceux qui sont morts dans l'exercice de leurs fonctions en tentant d'apporter un minimum de dignité aux populations qui en ont besoin. Un hommage particulier doit être notamment rendu à tous ceux qui font ce travail dans les contrées reculées du pays, loin des projecteurs des médias.
- Il est important de rendre hommage aux populations locales et familles hôtes qui représentent l'une des premières lignes de réponse en temps de crise. Au Nord-Kivu où il n'existe ni camp ni site de déplacés, toutes les personnes déplacées vivent auprès de familles d'accueil. Ces familles sont une inspiration d'humanitaire, qui est le thème retenu cette année pour célébrer la journée.

### UNICEF

#### **Campagne d'inscription des enfants à l'école primaire**

Le Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté, Maker Mwangu, a procédé lundi 17 août 2015 à Kinshasa au lancement de la campagne d'inscription en 1ère année primaire des enfants de 6 et 7 ans.

La campagne d'inscription de nouveaux entrants vise à inscrire plus de 2 millions d'enfants de 6 et 7 ans en première année primaire et se base sur les résultats de l'enquête nationale sur les Enfants et Adolescents en Dehors de l'Ecole (EADE) réalisée en 2012. Cette enquête révèle que 7,3 millions d'enfants et adolescents de 5-17 ans sont en dehors de l'école. Parmi eux, environ 3 sur 10 (29 %), soit 2,1 millions d'enfants sont âgés de 6 ou 7 ans et sont admissibles en première année primaire. En plus, 77,2 % des EADE, soit 5,6 millions d'enfants vivent en milieu rural et 52,8 % d'entre eux sont des filles.

La campagne d'inscription 2015-2016 est organisée au seuil de la sixième année de mise en œuvre de la politique de gratuité de l'enseignement primaire dans les établissements publics. Si cette mesure est appliquée de manière exhaustive et correcte, elle lèvera le principal obstacle (financier) à la scolarisation des enfants, ouvrira les portes de l'école à d'autres EADE et donnera des chances égales à la scolarisation à tous les enfants de la RDC. Cette campagne marque également le dernier pas vers l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ce qui justifie encore davantage son importance et sa singularité par rapport aux autres campagnes.

Le Rapport d'Etat du Système Educatif National (RESEN) indique que les indicateurs de couverture, d'accès et d'achèvement au primaire sont encourageants. Des progrès significatifs ont été réalisés avec une baisse régulière de la proportion des enfants en dehors de l'école qui a chuté de 38,5 % en 2007 (Enquête Démographique et de Santé 2007) à 28 % en 2012 (EADE 2012).

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

En vue de favoriser la rétention des enfants de 6 à 7 ans nouvellement inscrits en première année, l'UNICEF va distribuer des fournitures scolaires à plus de 1,4 million enfants.

### **PNUD**

#### **Offrir des produits financiers adaptés au secteur agricole**

Après Kinshasa la semaine dernière, le Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMIF II) organise une formation sur le financement des chaînes de valeur agricoles à Bukavu du 17 au 20 août 2015. Cette formation est destinée aux membres de l'association professionnelle des COOPEC et des IMF et permet de clarifier les concepts de base relatifs aux chaînes de valeur agricole et à leur financement.

A l'heure actuelle, la micro-finance peine à répondre aux besoins de financement des agriculteurs et des agricultrices familiales. L'offre des produits et services financiers ciblant la production rurale et agricole et adaptée aux besoins des petits exploitants agricoles reste insuffisante, et les prestations offertes demeurent insatisfaisantes. La plupart de crédits disponibles fournis par les institutions financières sont de court terme.

Ces ateliers de formation proposent donc aux professionnels de la micro-finance de se familiariser avec des mécanismes financiers innovants avec lesquels appuyer leurs clients du secteur agricole (gestion des services financiers et suivi du processus agricole, modèles de financement de chaînes des valeurs existants, etc...).

Le Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMIF II) est une initiative du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), financée et mise en œuvre conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UNCDF, avec le soutien des coopérations suédoise et belge.

### **OIM**

#### **Trois projets en soutien aux personnes déplacées internes et retournées du Nord-Kivu**

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) lance trois nouveaux projets dans la province du Nord-Kivu pour renforcer son action auprès des personnes déplacées internes et des retournées. Ces projets sont financés par l'Office Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), le Bureau de l'USAID pour le secours d'urgence en cas de catastrophe à l'étranger (OFDA) et l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération (SDC).

Le projet d'« Assistance aux populations affectées par les conflits en République démocratique du Congo » est financé par ECHO avec un budget d'un million d'euros. Il vise à contribuer au renforcement des activités d'urgence dans le domaine de la gestion de l'information des personnes déplacées, la gestion et la coordination des sites de déplacement ainsi que la recherche de solutions durables pour les personnes et familles vulnérables en situation de déplacement dans les prochains 12 mois.

L'OFDA finance le projet « Fonds du Programme d'Assistance Rapide aux Déplacées Internes à l'Est de la RDC » avec un budget de trois millions de dollars américains. Le Projet RAPID a comme objectif de répondre à la crise à travers des actions de coordination humanitaire, de gestion de l'information et de gestion de sites. Ce programme s'étend aussi sur une durée de 12 mois à compter du 1er juillet 2015.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

Le projet d'« Assistance en protection et en sécurité alimentaire aux personnes déplacées internes et aux retournés dans la province du Nord Kivu » est financé par l'Agence Suisse de Développement et de Coopération (SDC) à hauteur de 568 000 Francs suisse en vue de permettre à l'OIM d'exécuter pendant 12 mois des activités d'urgence et de stabilisation. Ces activités visent à contribuer à la protection et la sécurité alimentaire des personnes déplacées internes et des retournés dans le territoire de Masisi au Nord Kivu.

Sur les 57 sites de déplacement regroupant 192 000 déplacés au Nord-Kivu, 27 sites sont sous la responsabilité de l'OIM.

Présente en République démocratique du Congo (RDC) depuis 1994, l'OIM met en œuvre plusieurs actions dans le cadre des programmes d'appui aux personnes déplacées internes et retournées du Nord-Kivu. L'OIM participe aussi à la stabilisation, la lutte contre les violences sexuelles (Stratégie Nationale de Lutte contre les violences sexuelles) et retour et réintégration (conformément à sa stratégie pays 2013-2017).

### CPI

#### **Affaire Thomas Lubanga Dyilo**

Le vendredi 21 août prochain, la Chambre d'Appel de la Cour pénale internationale (CPI) tiendra une audience en présence de toutes les parties afin de réexaminer la peine de M. Thomas Lubanga, après qu'il ait purgé les deux tiers de sa peine. Selon le Statut de Rome, traité fondateur de la CPI, lorsque « une personne a purgé les deux tiers de sa peine, (...) la Cour doit réexaminer la peine pour déterminer s'il y a lieu de la réduire. » M. Lubanga a été condamné à une peine de 14 ans d'emprisonnement pour crime de guerre consistant à l'enrôlement, conscription et utilisation d'enfants de moins de 15 ans dans un conflit armé.

Toujours dans la même affaire : Le 14 août dernier, suite à la requête de prorogation du Fonds au profit des victimes, la Chambre de Première Instance a accordé deux mois supplémentaires au Fonds pour déposer son projet de plan de mise en œuvre concernant les réparations collectives dans cette affaire. Initialement attendu pour le 3 septembre, le Fonds a désormais jusqu'au 3 novembre 2015 pour déposer son plan aux juges.

### Situation militaire

Durant la semaine écoulée, la situation sécuritaire dans les provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo, y compris Kinshasa, a été rapportée stable et sous le contrôle des Forces onusienne et congolaise déployées dans les zones sous leur responsabilité.

En Province Orientale, des efforts significatifs visant à l'éradication définitive des rebelles résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) et à la protection efficiente des populations civiles, sont fournis par les troupes de la Force de la MONUSCO et celles des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), déployées dans les districts de Haut et de Bas-Uélé.

Des rapports concordants ont également fait état dans le territoire de Bafwasende, situé à 324 kilomètres de Kisangani, de la coalition entre des factions dissidentes du groupe Mayi-Mayi Luc Yabili et Simba, sous les ordres du "Général" Mando, en vue d'occuper les localités situées entre Bafwasende et Lubutu.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Cette information constitue une préoccupation majeure à la situation sécuritaire dans cette partie de la Province Orientale.

Les troupes des Forces onusiennes et congolaises déployées dans les régions concernées demeurent en alerte maximale, dans le but de surveiller étroitement cette menace sécuritaire, de contrer toute initiative visant à perturber l'ordre et la sécurité, mais aussi, de protéger les populations civiles locales.

En Ituri, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les opérations militaires visant à mettre un terme aux activités négatives des miliciens du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et aux incidents liés au banditisme, perpétrés dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Le 11 août 2015, des éléments armés ont attaqué un véhicule transportant des agents d'une société de téléphonie mobile dans la région située entre les localités de Tchomia et de Bogoro (Sud-est de Bunia), et kidnappé tous les passagers.

L'un (01) d'entre eux est parvenu à s'échapper des mains de leurs ravisseurs.

Les troupes des Forces onusiennes et congolaises déployées dans la zone concernée, ont assuré étroitement le suivi de cette situation, afin d'y mettre un terme et de faciliter en toute sécurité la libération des otages.

Le 14 août 2015, les autres membres kidnappés ont été libérés sains et saufs.

Les troupes de l'armée congolaise continuent de mener dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu avec le soutien des Casques bleus de la Force de la MONUSCO, des opérations militaires d'envergure contre les éléments réfractaires du FRPI, dans le but de contrer leurs activités négatives, de contrôler le secteur et de protéger les populations civiles.

Ces opérations ont permis la restauration de l'ordre et de la sécurité dans les localités situées dans le voisinage d'Aveba, en collectivité de Walendu Bindi, particulièrement dans la région de Geti ; et facilité le retour de plusieurs réfugiés vers leurs villages d'origine.

A cet effet, environ cinq cents (500) familles ayant fui leurs zones d'implantation suite aux accrochages entre les troupes des FARDC et les éléments réfractaires du FRPI, sont retournées depuis le 11 août 2015, dans leurs villages d'origine, situés dans la région de Geti.

Des unités de la Police Nationale Congolaise (PNC) déployées dans cette partie du territoire d'Irumu, assurent la sécurité de ces personnes retournées, par la conduite de patrouilles vigoureuses de domination de terrain dans les villages concernés.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire demeure volatile dans les territoires situés dans la partie septentrionale de la province, notamment Beni et Butembo ; mais reste également marquée par l'activisme des groupes armés dans les autres territoires de cette partie du pays.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Beni, l'armée congolaise continue avec le soutien de la Force de la MONUSCO, de mener des opérations décisives visant à l'éradication totale de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), dont les éléments réfractaires continuent de mener des activités négatives contre des unités de l'armée gouvernementale et les populations civiles basées dans cette contrée.

Le 15 août 2015, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont lancé des attaques dans la région située à 15 kilomètres à l'Est de la localité de Kokola.

Les troupes de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO basées dans la zone, ont immédiatement déployé des patrouilles vigoureuses de longue portée sur l'axe Mbau-Mayimoya-Eringeti, dans le but de dissuader de nouvelles attaques dans la région.

La Force de la MONUSCO a également accru les interactions avec le commandement des FARDC dans ce secteur, dans le but de prendre en compte cette nouvelle menace à la situation sécuritaire et d'y apporter des réponses idoines.

Dans le territoire de Butembo, des déplacements significatifs des populations civiles vers les villages environnants ont été observés le 12 août 2015, suite aux accrochages rapportés dans la localité de Lokwasa, située à 150 kilomètres à l'Ouest de Butembo, entre des éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et ceux du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo (NDC).

Dans le territoire de Walikale, l'activisme des groupes armés a été rapporté durant la semaine écoulée, conduisant aux accrochages entre des factions rivales, qui ont provoqué des exactions contre les populations civiles, y compris des meurtres.

Le 10 août 2015, des accrochages entre deux factions du groupe Mayi-Mayi NDC : "Cheka" et "Guidon", dans la région de Ntoto, sur l'axe Ihula-Buleuso, ont provoqué le meurtre de sept (07) civils.

Le 12 août 2015, trois (03) personnes ont été blessées à Mukoberwa dans le territoire de Walikale, y compris une (01) femme, suite aux combats entre la coalition des chefs rebelles Mayi-Mayi "Cheka" et "Ngoa", et des éléments du groupe armé dénommé "MAC".

Dans le but de restaurer l'ordre et la sécurité, ainsi que d'assurer une protection maximale des populations civiles vivant dans le territoire de walikale, mais particulièrement dans la région de Ntoto, la Force de la MONUSCO a conduit les 12 et 13 août 2015, des missions de supervision dans la région précitée, où un (01) poste opérationnel a été déployé, pour mener des opérations dissuasives et offensives contre les insurgés actifs dans la zone.

Le déploiement des Casques bleus dans ce secteur, rétablit progressivement la sécurité et provoque presque automatiquement le retour d'un certain nombre des personnes déplacées.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du mandat de la protection des populations civiles, et constitue également un message de fermeté de la MONUSCO vis-à-vis de ceux qui commettent impunément des exactions contre des populations inoffensives et sans défense.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

Cette présence a aussi pour objectif de faciliter une solution, permettant éventuellement un désarmement des miliciens.

Un certain nombre d'entre ces éléments armés se sont en effet rendus depuis le déploiement des unités de la Force de la MONUSCO sur le terrain, jusqu'à ce jour.

Par ailleurs, le 13 août 2015, les Casques bleus de la Force de la MONUSCO déployés au poste opérationnel de Pinga (115 kilomètres au Nord-est de Walikale-centre), ont assuré avec succès la protection d'environ mille (1000) individus ayant fui leurs maisons, suite aux rapports faisant état d'une menace imminente des éléments de l'Alliance Patriotique pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) et ceux des FDLR contre la localité de Katanga, située à 3 kilomètres au Sud de Pinga.

Dans le territoire de Rutshuru, l'activisme des éléments des FDLR a été rapporté durant la semaine écoulée.

C'est dans ce contexte que les troupes des FARDC engagées dans l'opération dénommée « Sukola 2 » poursuivent leurs offensives, dans le but de neutraliser les rebelles des FDLR actifs dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Au chapitre des redditions dans la province, du 5 août 2015 à ce jour, treize (13) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux unités des Forces onusiennes et congolaises.

Il s'agit de : Un (01) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo (NDC), faction « Guidon », trois (03) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), un (01) du groupe Mayi-Mayi Nyatura et huit (08) du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki.

Au Sud-Kivu, l'armée congolaise, soutenue par la Force de la MONUSCO, poursuit les opérations contre les éléments des groupes armés actifs dans les différents territoires de cette province.

Dans le territoire de Kalehe, le 12 août 2015, deux (02) miliciens du groupe Mayi-Mayi Nyatura ont été tués, notamment le chef rebelle, le « Colonel » Bahati, au cours d'accrochages avec les troupes des FARDC dans la localité de Lumbishi, située près de Minova, à 22 kilomètres à l'Ouest de Goma.

Dans le territoire d'Uvira, le 12 août 2015, quatre (04) présumés rebelles du Front National de Libération (FNL) ont attaqué le marché de Kiliba-Ondes, situé à 22 kilomètres au Nord-est d'Uvira et pillé de l'argent.

Un (01) assaillant a été tué au cours de la riposte menée par des troupes d'intervention rapide des FARDC.

Dans le territoire de Shabunda, un (01) élément du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki a été tué pendant la période sous examen par des militaires des FARDC, au cours d'accrochages dans la localité de Kiseku.

Au Katanga, un calme relatif a été observé dans les régions affectées par le conflit interethnique entre les communautés Luba et pygmée, particulièrement dans la localité de Mwaluka, située à 37 kilomètres au Sud de Nyunzu-centre, dans le territoire de Nyunzu.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Au chapitre des redditions dans la province, pendant la période sous examen, quarante-trois (43) miliciens du groupe Mayi-Mayi pygmée se sont rendus au village Majengo, situé à 25 kilomètres au Sud-est de Manono.

L'environnement sécuritaire dans le Secteur 2 a été jugé stable durant la semaine écoulée.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené 1187 patrouilles armées, dont 205 nocturnes, et fourni 44 escortes pendant la période sous examen.

---

### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04